Le libéralisme au service de la dissolution de la nation

30/03/2009 à 12h26
une tribune libre de Paysan Savoyard

Le libéralisme est la doctrine, fixée à la fin du 18e siècle, selon laquelle chaque individu est mû avant tout par son intérêt personnel et doit être laissé libre de le rechercher. Il s'agit donc d'une idéologie individualiste, en rupture radicale avec les postulats sur la base desquels fonctionnaient les sociétés traditionnelles, qui faisaient au contraire prévaloir l'intérêt du groupe. Le libéralisme, certes, ne rejette pas la notion d'intérêt général : mais il affirme que c'est l'addition des intérêts particuliers qui, comme par l'action d'une « main invisible », y conduit naturellement.

Il se trouve que le libéralisme conduit à la dissolution des nations et des civilisations elles-mêmes, et ce par un double canal :

Le marché plutôt que la nation

L'économie de marché est le système économique qui découle de la doctrine libérale : le marchand et le consommateur recherchent chacun leur intérêt et c'est de la confrontation entre offre et demande que naissent l'équilibre et la dynamique du système. L'expérience des deux derniers siècles montre que, dans la pratique, l'économie de marché est dominée par les propriétaires de capitaux. Le sort des consommateurs et des salariés est variable, mais ils sont rarement en position de faire prévaloir leur intérêt : le système fonctionne avec pour objectif majeur d'augmenter les profits des détenteurs de capitaux.

L’un des principaux moyens d’accroître les profits est d’étendre le plus possible les dimensions du marché (dès lors que les ventes dégagent un bénéfice, la croissance de leur nombre grâce à l’extension du marché est ipso facto profitable ; en outre l’extension du marché engendre des « économies d’échelle » c’est-à-dire une diminution des coûts unitaires de production). C’est la raison pour laquelle les dirigeants des nations industrielles, sous la houlette des Etats-Unis, ont engagé à partir de 1945 un processus de mondialisation de l’économie de marché. D’abord limitée au monde occidental, la mondialisation a pu, après la chute du communisme et à la faveur de l’évolution chinoise, être étendue aux autres pays.

La mondialisation de l’économie de marché a revêtu trois aspects principaux. Dès après la guerre, dans le cadre du GATT puis de l’OMC, les pays industrialisés ont entrepris de réduire progressivement droits de douane et barrières économiques afin d’encourager les échanges et de créer un marché mondial. Dans les années quatre-vingt, ces mêmes pays ont décidé de libéraliser les mouvements de capitaux, afin de permettre aux détenteurs de patrimoines d’échapper à la fiscalité élevée pratiquée dans les pays socio-démocrates, de contraindre les Etats à se livrer à une concurrence fiscale et de rendre possible la délocalisation des unités de production dans les pays à faible coût de main d’œuvre.

La mondialisation a consisté enfin à favoriser l’installation dans les pays industrialisés d’une importante main d’œuvre immigrée, afin de peser sur le niveau des salaires et les conditions d’emploi dans les secteurs d’activité non délocalisables. Cette politique d’ensemble a été relayée et déclinée dans le cadre de l’Union européenne : libération des mouvements de capitaux (1986) ; achèvement du marché unique (1993) ; élargissement aux anciens pays communistes (2004).

Dans les pays d’Europe occidentale, ces évolutions libérales ont été profitables aux détenteurs de patrimoines et aux hauts revenus (baisse des coûts de production, baisse de la

fiscalité) et défavorables à la plupart des salariés (suppression d'emplois, stagnation des salaires, pression fiscale accrue sur les salariés). On voit par là que les dirigeants politiques et économiques, en Europe notamment, ont cherché à favoriser les intérêts de la classe dirigeante mondiale à laquelle ils appartiennent : l'idée de servir ceux de la population dont ils partagent la nationalité leur est devenue absolument étrangère.

La mondialisation a permis en effet la constitution d'une forme de classe dirigeante mondiale, qui partage les mêmes idées libérales et le même sentiment d'appartenir à l'élite. Cette jet-set mondialisée à réussi à influer sur les mentalités et à diffuser dans les esprits l'idée selon laquelle les frontières et la notion d'intérêt national n'ont plus de sens et constituent des freins au développement économique. De même elle est parvenue à faire partager la conception selon laquelle la liberté individuelle va nécessairement de pair avec le libéralisme économique et ne peut s'épanouir dans un autre cadre.

Cette entreprise idéologique a été couronnée de succès : c'est ainsi que les trentenaires européens occupant des fonctions supérieures dans les entreprises et les organisations publiques sont aujourd'hui très généralement convertis à l'idéologie libérale mondialisée et convaincus que les notions de nation, de patrie et d'intérêt national sont parfaitement ringardes, ridicules, sinon odieuses.

Notons que les tenants de l'idéologie libérale sont parvenus à établir des convergences avec d'autres courants en principe opposés, qui ont apporté leur pierre aux évolutions en cours. C'est ainsi que libéraux et libertaires ont opéré un spectaculaire rapprochement, chacun effectuant vers l'autre une partie du chemin : libéraux par définition sur le plan des mœurs, les promoteurs de l'idéologie libertaire soixante-huitarde se sont mués en partisans et parfois en acteurs du libéralisme économique, tandis que les zélateurs du marché

devenaient pour leur part généralement très libéraux quant aux questions « sociétales ».

Signalons également les positions de certains milieux « progressistes » (chrétiens en particulier) qui ont approuvé la mondialisation et les délocalisations, malgré leurs conséquences sociales en Europe, parce qu'elles leurs paraissent de nature à favoriser le développement des pays pauvres.

Le primat de l'individu plutôt que l'intérêt général

A la fin du 18e siècle, les révolutions agricole et industrielle donnent naissance à une nouvelle économie. Au mode de production traditionnel, essentiellement agricole et artisanal, va succéder l'économie moderne, urbaine et industrielle, fondée sur ces nouveaux modes d'organisation : capitalisme et salariat. Pour penser cette nouvelle économie, il faut une nouvelle doctrine, le libéralisme, dont l'un des premiers théoriciens sera l'anglais A. Smith.

Jusqu'à la fin du 18e siècle, en France et en Europe, la société est construite sur un paradigme collectif : dans cette société d'ordre, vouée à la réalisation des volontés divines, l'individu est au service du groupe. La société moderne, elle, est fondée non plus sur le groupe mais sur l'individu, sur le primat des droits plutôt que sur les devoirs. Opérée par la bourgeoisie (et à son profit), la rupture sera à la fois politique et économique : la révolution française (parenthèse de la Terreur mise à part) place l'individu au centre : sa liberté et son droit de propriété deviennent les valeurs cardinales ; le capitalisme issu de la révolution industrielle met en œuvre ces mêmes valeurs individualistes : liberté d'entreprendre, propriété du capital.

De même, l'individu de l'Ancien-régime avait conscience d'appartenir, quelle que fût sa position, à une société dont, en dépit des révoltes, les principes conducteurs n'étaient pas

remis en cause. Au 19e siècle, ce sentiment d’appartenance collective disparaît : les capitalistes adoptent l’idéologie libérale, les ouvriers celle de la lutte des classes. L’une et l’autre sont par nature transnationales. La division horizontale de la société qui se crée ainsi, tend à désagréger le sentiment d’appartenance à la nation et à la civilisation communes.

Comme on le voit, la dissolution de l’idée même de nation (de patrie) doit beaucoup aux entreprises menées depuis deux siècles par l’idéologie libérale.